
Immigrés et étrangers dans la résistance grenobloise

Gil EMPRIN *

Que ce soit dans le cadre des FTP-MOI ou dans celui des mouvements français, les immigrés furent nombreux à participer dans la résistance. Pour beaucoup, cet engagement était dû aussi bien à leur culture politique, qu'au fait qu'ils étaient désignés comme «ennemis intérieurs» par Vichy .

Tenter une étude historique sur la place des étrangers et immigrés dans la résistance grenobloise suppose beaucoup de modestie. Le point de départ consiste à se demander s'il existe une résistance immigrée ou étrangère spécifique. Les célèbres FTP-MOI (*NDLR : Francs Tireurs et Partisans-Main d'Oeuvre Immigrée*), longtemps oubliés ou méconnus, constituent effectivement en Isère cette résistance spécifique que les travaux de Claude Collin ont fait sortir de l'ombre. Ces FTP-MOI étaient le plus souvent des immigrés arrivés ici pendant la guerre, depuis la région parisienne. D'autres parmi eux étaient seulement des gens de passage en France, notamment des anciens des Brigades Internationales, rentrant de la guerre d'Espagne.

Or bien d'autres immigrés ont participé à la résistance iséroise, mais dans des mouvements «français», au sein desquels il conviendra d'étudier leur parcours. Ceux-là ne se sont jamais présentés en tant que groupe spécifique à l'intérieur des organisations de résistance, parce que déjà intégrés à la population locale, ou au contraire parce que, nouveaux arrivés pendant l'Occupation dans la région, ils rejoignent des organisations déjà existantes. Cela conduit à faire une galerie de portraits, à défaut d'une étude problématisée qui serait très difficile à mener. On pourra toutefois tenter au moins une ébauche de typologie en fonction de la culture politique, de la période d'entrée en résistance et des actions, bien souvent assez extraordinaires, de ces immigrés.

Une culture politique

Que des étrangers et/ou immigrés s'engagent en résistance n'est pas à proprement parler étonnant : souvent réfugiés, venus de pays fascistes (Italie) ou

* Professeur d'Histoire, membre de la commission scientifique du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère

dirigés par des dictatures conservatrices militaires (Pologne, Hongrie), et plus tard de l'Espagne franquiste, ils ont été dans les années Trente accusés par l'Extrême-Droite de pervertir la France. A partir de la défaite de 1940, le gouvernement de Vichy les désigne et les vilipende comme faisant partie de l'«Anti-France», au même titre que les Juifs, les franc-maçons et les communistes. Les lois de juillet 1940 remettent en cause toutes les naturalisations opérées depuis 1927. L'étranger immigré est ainsi désigné comme l'un des ennemis intérieurs d'une France que le nouveau régime de Pétain veut purifier.

Tous les immigrés, dont la plupart étaient venus dans la région pour des raisons économiques, n'étaient pas pour autant des Résistants en puissance. C'est pourquoi, dans les exemples d'immigrés entrés en résistance à Grenoble, on trouve avant tout des éléments porteurs d'une culture politique, le plus souvent communiste, préalable aux événements de 1940.

Un premier groupe pourrait être défini parmi les immigrés d'origine italienne, dont Claude Collin a souligné dans un récent colloque à Lyon qu'ils étaient peu nombreux dans les FTP-MOI, parce qu'intégrés depuis longtemps dans les structures syndicales ou politiques françaises. C'est le cas de Joseph Buffa, un des plus âgés, membre du PCI depuis 1923, arrivé en France via l'Algérie en 1937. C'est aussi le cas d'Attilio Sisti. Né en Italie, il est un animateur des Jeunesses communistes à Grenoble en 1936. Reconstructeur clandestin du PC à partir de 1940, il devient responsable de la publication clandestine du Travailleur Alpin sous forme ronéotypée. Arrêté le 31 août 1943, il est déporté. Rentré en 1945, il est membre du comité fédéral de l'Isère jusqu'en 1950. On peut citer également Auguste Previtali, né à Voreppe en 1910, fils d'un journalier italien. Secrétaire du syndicat CGT du bâtiment de Voreppe, entré au Parti communiste en 1934. Il est arrêté le 30 novembre 1940, et interné à Fort Barraux ; libéré en octobre 1941, il milite de nouveau au PC clandestin et sera élu conseiller municipal en 1945. Remo Perinetti, qu'on évoque par

ailleurs, est, lui aussi, emblématique de ce type d'immigré militant avant-guerre, dont l'engagement résistant est plus une continuité qu'une rupture.

Dans ce milieu, le PC a trouvé aussi lors de la guerre d'Espagne, un écho à sa campagne pour la participation aux Brigades internationales. Elles vont constituer un vivier de futurs résistants et pour eux un lieu de formation militaire autant que politique. Ces hommes ont de fait commencé la résistance aux fascismes à cette époque et l'ont continuée dans la France de Vichy puis sous l'occupation allemande.

Dans cette expérience, on retrouve des Italiens, comme les frères Sisti. Les deux frères d'Attilio, eux nés en France, étaient aussi militants des Jeunesses communistes à Grenoble, et membres du groupe de théâtre militant des «Blouses bleues». Tous deux s'engagèrent dans les Brigades Internationales en 1936. L'un a été blessé en Espagne, l'autre est revenu pour faire son service militaire en France. Tous deux ont participé à la résistance du PC clandestin à Grenoble et ont continué leur combat politique. Après guerre, Joseph Sisti fut secrétaire de la cellule de la Viscose, puis de la section d'Echirolles du PC. Dans cette «génération», on trouve aussi Georges Prieto (de son

Georges KIOULOU (1916-2000)

Né en Crète de parents qui émigrent en France quelques mois plus tard. Après des études primaires, il devient photographe, mais son engagement politique précoce aux Jeunesses Communistes l'empêche de trouver du travail. Il ouvre en 1938 un atelier magasin. Ajourné en 1939 pour raisons de santé, il participe à la reconstruction du PC, décimé autant par la mobilisation que par la répression. Il en est de fait responsable départemental de janvier à novembre 1941, période décisive pour le PC. A l'origine de l'installation de drapeaux rouges dans la nuit du 1^{er} mai 1941, il est très surveillé, notamment à l'usine de la Viscose où il a été embauché. Mis au vert quelques semaines en montagne, il revient dans l'action pour donner naissance aux premières unités FTP dans l'Isère.

Transféré dans l'Ain et la Saône et Loire, selon une tactique du PC pour ne pas mettre en danger les responsables, il fait le même travail, et revient en Isère comme commandant départemental des FTP après la mort de Lipszyc et Polotti. Lieutenant FFI, il obtient la croix de guerre et la médaille de la résistance.

Elu conseiller municipal et maire d'Echirolles en 1945, il y montre des qualités d'administrateur qui le font réélire régulièrement jusqu'à son retrait en 1981.

Remo PERINETTI (Raymond) (1911- 1990)

Né à Caravino près d'Ivréa en basse Vallée d'Aoste dans une famille de maçons (selon une grande tradition valdôtaine), il est «suivi» par ses six oncles, tous maçons, et la famille s'installe à Grenoble en 1924. Cursus scolaire puis, faute d'argent, apprentissage chez un peintre. Remo essaie de progresser (cours du soir d'art industriel) et milite à la CGTU et aux JC (1928), puis au Parti Communiste (1932). Naturalisé en 1938, il poursuit des activités surtout syndicales: il joue un grand rôle dans les dures grèves du Bâtiment de 1938 (45 jours et 10000 travailleurs grévistes) et signe les accords qui les concluent.

Menacé par ses activités syndicales et sa naturalisation récente, il échappe de peu aux arrestations de cadres du PC après le pacte germano-soviétique, mais la police de Vichy l'enferme à Fort Barraux le 30 novembre 1940. Déchu de la nationalité française, il est transféré avec les détenus les plus repérés à St Sulpice la Pointe, puis au Vernet avec les Espagnols républicains. Il réussit à s'évader en février 1943. Réfugié à Malleval en Vercors, il y organise le premier maquis FTP de l'Isère. Envoyé par le PC clandestin en Haute-Loire, il devient commandant interrégions (Haute-Loire, Loire, Rhône, Puy de Dôme), puis membre de l'Etat-Major FTP de la zone sud. Il échappe à l'arrestation massive de mai 1944 et passe au maquis de l'Azergue. Il entre à Lyon libéré en qualité de colonel. Intégré ensuite dans l'armée, il n'en poursuit pas moins ses activités politiques.

En 1945, il est un cadre important du PC. Elu maire de Grenoble en 1948 dans la confusion (le conseil municipal fut dissous très peu après), il est un peu en marge du PC à partir des années 50, tout en étant régulièrement candidat dans des circonscriptions de «mission». Il s'investira davantage dans le mouvement de la Paix, devenant secrétaire (non permanent) de son Conseil mondial à Helsinki.

vrai nom Luengo), né lui, à La Tronche, d'un cordonnier espagnol naturalisé ; il sera blessé quatre fois en Espagne avant de revenir sur Grenoble.

L'expérience espagnole a donné aussi le sens des priorités: on constate que ces militants communistes ne tiennent pas compte du Pacte germano-soviétique dans leur conduite : Le cas emblématique des deux principaux dirigeants communistes de la résistance iséroise le montre: Antoine Polotti, né en Italie, fils du maire socialiste du village d'Iseo réfugié en France lors de l'arrivée au pouvoir de Mussolini, s'est engagé dans les Brigades Internationales ; il est ensuite mobilisé en 1939, et reçoit une citation et la croix de guerre. Quant à Marco Lipszyc, polonais, arrivé en France en 1933, lui aussi est inter-brigadiste, réussissant à détourner vers Valence, tenu par les Républicains, un bateau hollandais chargé d'armes. Officier tankiste, il rencontre Polotti en Espagne. Retourné en France après la défaite républicaine, il s'engage avec un groupe d'étrangers en 1939 dans l'armée française,

obtenant lui aussi la croix de guerre avec deux citations, ce qui lui vaudra l'annulation de l'arrêté d'expulsion qui le frappait. Lui ne s'est pas trompé de combat dans les fourvoiements de l'analyse communiste officielle de la «guerre impérialiste». Ces deux personnages vont avoir des responsabilités considérables dans la Résistance : Polotti fut secrétaire régional de l'Isère du PC clandestin jusqu'en octobre 1942, puis, conformément à la tactique de mouvement des cadres du PC, il fut affecté dans le Sud-Ouest, puis revint au printemps 1943 en Isère. Son expérience en faisait l'organisateur idéal des groupes armés. Responsable politique des FTP, devenu le «commandant Georges» représentant les FTP au sein de la direction de la Résistance iséroise, il retrouva Lipszyc qui devint responsable militaire des FTP. Tous deux furent cernés par la Gestapo à Fontaine. Polotti fut tué et Lipszyc blessé puis fusillé à Seyssinet le 21 juillet 1944.

Le maquis

On peut considérer une deuxième génération d'immigrés et/ou d'étrangers résistants attirés pendant la guerre dans la région grenobloise du fait de l'occupation italienne jusqu'à l'été 43, relativement rassurante, puis de la proximité des maquis : ce sont des Juifs, des étrangers de l'Europe de l'Est ou de Russie. Quelques-uns se retrouveront dans la résistance urbaine, comme Charles Wolmark, Polonais résistant de la première heure en région parisienne. Arrivé à Grenoble il fut à la fois chef des groupes de combat de l'Union des Juifs pour la résistance et l'Entraide et l'organisateur du recrutement des FTP parmi les travailleurs italiens. Il prit part à de nombreuses opérations militaires. Arrêté par la milice le 24 juillet à Grenoble, il fut livré à la Gestapo, torturé et finalement fusillé le 30 juillet 1944. Certains immigrants et/ou étrangers, concernés par le STO, souhaitèrent y échapper :

«A la mi-septembre 1943, le Préfet de l'Isère reçoit l'ordre des Allemands d'avoir à leur communiquer les résultats du recensement des Italiens, en vue de leur astreinte au STO, auquel ils avaient échappé jusque-là. Un tract daté du 26 septembre 1943, signé «Front patriotique de la jeunesse italienne en France», invitant les jeunes Italiens à ne pas aller travailler en Allemagne et à se mettre en rapport avec les organisations de résistance, est diffusé dans la communauté italienne de Grenoble. Un certain nombre de jeunes Italiens vont alors, comme leurs camarades français, devenir réfractaires et certains d'entre eux rejoignent les maquis environnants». (*Extrait de Claude Collin, «Des étrangers dans la Résistance iséroise», in Résistance et Déportation n°1, voir bibliographie*)

La phase finale de l'occupation voit enfin, comme pour les résistants «français de souche», la ruralisation de la lutte. De nombreux immigrés vont prendre le maquis, quittant les usines de la Romanche ou du Grésivaudan. Soulignons à la même époque le cas de quelques Croates enrôlés de force dans l'armée allemande, qui désertent en 1944. Ils rejoignent la Compagnie Stéphane dans le Grésivaudan, sans doute le maquis le plus efficace dans l'Isère, où l'on compte même un déserteur allemand communiste. De même le Polonais Aloyzi Kospiski, enrôlé de force dans l'armée allemande, rejoint l'Armée Secrète française en décembre 1943, après avoir organisé un attentat à la bombe dans la Caserne de Bonne occupée par la Wehrmacht. Il tombe les armes à la main le 20 août 1944 à Domène. Au fond, on retiendra, sans pour autant la mythifier, l'importance qualitative de la participation des immigrés dans la résistance: tous les immigrés n'ont pas résisté, mais ceux qui l'ont fait se sont souvent illustrés. C'est leur culture politique, acquise presque exclusivement au sein du Parti communiste, et leur situation particulière «d'ennemi intérieur» doublement désigné par Vichy et les Allemands d'étrangers et de communistes, qui en firent des résistants précoces et particulièrement engagés. Pour ce qui est

d'une analyse quantitative et approfondie, le travail reste à faire...



Bibliographie

- Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe à nos jours*. Armand Colin, 1996. Un chapitre traite au niveau national de l'engagement des étrangers dans la Résistance, essentiellement dans le cadre d'organisations spécifiques (FTP MOI en particulier).
- Charles Katz, «Les étrangers dans la Résistance à Grenoble», in Pierre Bolle, *Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération*, Ed. de la Manufacture, 1985.
- Claude Collin, «Des étrangers dans la Résistance iséroise», in *Résistance et Déportation*, bulletin de l'Association des amis du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère n°1-2001.
- Claude Collin, «Des Hongrois à Grenoble (1930-1945), Anti-fascisme et Résistance», in *La Pierre et l'Écrit*, Presses Universitaires de Grenoble, 1996.
- Ouvrage collectif, *Entre Juif en Isère (1935-1945)*, Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, 1997.
- Claude Collin, *Carmagnole et liberté. Les étrangers dans la Résistance en Rhône-Alpes*, Presses Universitaires de Grenoble, 2000. Contrairement à ce que suggère son titre, l'ouvrage est exclusivement consacré aux FTP MOI, organisation spécifique composée d'étrangers et/ou immigrés, comme d'autres publications écrites et audiovisuelles du même auteur (cf. la bibliographie de l'ouvrage).

